

# Correo Internacional



Publication de la LITqi.

Nouvelle époque. Num. 119

Mai 2006

DECLARATION DE LA LIT-QI SUR LA NATIONALISATION DES HYDROCARBURES EN BOLIVIE

## Suivons l'exemple de la lutte du peuple bolivien !

Cela fait quelques jours que le gouvernement bolivien d'Evo Morales a promulgué le Décret 28701 qui nationalise les réserves de gaz et de pétrole du pays. La mesure a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par le peuple bolivien qui voit que c'est là **un aboutissement et une victoire de la lutte révolutionnaire menée depuis des années, une lutte qui a déjà renversé deux présidents, précisément autour de l'exigence de la nationalisation des hydrocarbures**. En ce sens, malgré les limitations que le gouvernement a imposées au décret, **la Lit-ci considère qu'il s'agit d'une mesure dotée d'un caractère anti-impérialiste**.

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement impérialiste des Etats-Unis a, sans tarder, manifesté sa préoccupation et annoncé le rejet d'une telle mesure ; pas tellement parce qu'elle l'atteint directement, mais à cause du "*précédent grave*" qu'elle crée. C'est pour cela que Condoleezza Rice a lancé des menaces contre "*les démagogues et les autoritaires*" qui s'attaquent aux normes juridiques et "*au libre commerce*", en parlant de la Bolivie et du Venezuela. Les entreprises impérialistes, notamment dans l'industrie pétrolière, ainsi que l'ensemble de la droite européenne, exigent que leurs gouvernements opposent une réponse ferme à cette mesure. Tous craignent qu'elle fasse tache d'huile, et puisse être étendue à d'autres secteurs et à d'autres pays.

De la même façon, la bourgeoisie brésilienne – la première atteinte économiquement, étant donné que c'est la Petrobras qui possède les plus grands investissements dans les secteurs nationalisés et que le Brésil dépend du gaz bolivien pour le fonctionnement de son industrie - a exigé du gouvernement de Lula "une réponse ferme". C'est ce qui a été publié dans les revues traditionnelles de la bourgeoisie de ce pays, comme *Veja*, *Época* ou le réseau *O Globo*.

Face à ces menaces, **la Lit-qi défend le droit de la Bolivie à la nationalisation sans indemnisation du pétrole et du gaz de son pays**. Nous défendons que ces ressources naturelles, leur industrialisation et leur commercialisation, passent aux mains des travailleurs et du peuple bolivien. Nous appelons les travailleurs et les peuples du monde entier, en particulier ceux des pays impérialistes et du Brésil, à soutenir le peuple bolivien et à combattre pour empêcher que leurs gouvernements et entreprises puissent concrétiser leurs menaces.

### Les limites du décret

Nous partageons la joie du peuple bolivien, et de la majorité des Latino-américains, face à cette première victoire des luttes. Mais nous pensons qu'il ne faut pas s'illusionner. A l'inverse de ce qu'affirment de nombreux secteurs, cette mesure n'est pas due au "caractère anti-impérialiste et populaire" du gouvernement d'Evo Morales. Evo lui-même, quelques années auparavant, lors de la lutte contre Gonzalo Sánchez de Lozada et Carlos Mesa, avait manifesté son rejet de la nationalisation, et avait soutenu la politique du gouvernement de Mesa, ainsi que le plébiscite organisé en 2004. C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà indiqué, **la Lit-qi affirme que la nationalisation est le résultat d'un processus révolutionnaire en Bolivie et de la lutte des masses boliviennes : ce sont les luttes qui ont forcé le gouvernement d'Evo Morales à adopter cette mesure**.

En fait, c'est pour apporter une réponse à ces luttes (qui l'ont bel et bien mené au pouvoir), que le gouvernement d'Evo Morales a essayé, par le décret 28701, de limiter la portée de la nationalisation. Tout d'abord, le décret lui permet de restreindre la nationalisation aux réserves d'hydrocarbures, excluant le raffinage, la distribution et la commercialisation, secteurs pour lesquels s'est ouvert un délai de négociation de 180 jours avec les entreprises étrangères concernées.

Il a aussi ouvert une période de négociation sur les prix du gaz bolivien pour les pays importateurs, prix qui sont aujourd'hui très inférieurs à ceux pratiqués sur le marché international. Rappelons que, chaque dollar en moins reçu par "unité thermique" de gaz, signifie un déficit annuel de plus de 300 millions de dollars pour la Bolivie. Cependant, dans ces négociations avec les gouvernements du Brésil et de l'Argentine, Evo Morales s'est placé en position de faiblesse, puisqu'il a annoncé qu'il "ne couperait pas l'approvisionnement du gaz". C'est un peu comme si un syndicat qui sollicitait une augmentation salariale, commençait les négociations en informant qu'il n'y aurait pas de grève, et ce, quelle que soit la réponse des patrons.

### **Approfondir les luttes pour la nationalisation**

Face aux limitations que le gouvernement d'Evo Morales a imposé à la nationalisation, nous sommes convaincus que le peuple bolivien, encouragé par cette première victoire de la lutte, doit continuer et approfondir ses luttes pour la nationalisation des hydrocarbures.

Il faut exiger du gouvernement d'Evo des Morales : qu'il étende la nationalisation aux secteurs de raffinage, de distribution et de commercialisation du pétrole et du gaz; qu'il exproprie les compagnies pétrolières impérialistes et la Pétrobras, sans indemnisation, puisqu'il ne doit pas payer un peso à ceux qui ont pillé la richesse bolivienne pendant tant d'années ; que la compagnie bolivienne YPFB devienne propriétaire de tout le complexe du pétrole et du gaz ; que la COB et les syndicats pétroliers assument le contrôle de l'entreprise . Enfin, il faut exiger que les négociations pour le prix du gaz et que toute autre mesure prise à la suite du décret, soient faites devant le peuple bolivien et non de manière secrète, comme cela a été le cas jusqu'à présent.

### **Une lutte continentale**

Le décret d'Evo Morales a eu un grand impact sur l'avant-garde et sur le mouvement de masses de l'Amérique Latine et du monde. Les travailleurs et les peuples l'ont vu, avec enthousiasme et sympathie, comme "la première nationalisation" dans le continent, après des décennies de privatisations et de bradage des ressources naturelles. Il y a même déjà eu des retombées en Équateur, avec la suspension par la Justice du contrat de la Occidental Petroleum (l'"Oxy"), une des principales entreprises impérialistes qui opèrent dans ce pays.

**La Lit-qi propose que ce premier triomphe de la lutte du peuple bolivien serve d'exemple et d'élan à une lutte continentale pour la nationalisation sans paiement des hydrocarbures.** Une lutte qui, devra être menée, non seulement contre les entreprises impérialistes, mais aussi contre la politique des gouvernements du continent, comme celui de Lula, Kirchner, Palacio et même de Chávez. En Argentine, par exemple, est à l'ordre du jour la nécessité d'exproprier la Repsol et les autres entreprises pétrolières impérialistes (qui poursuivent une politique irrationnelle d'exploitation et d'exportation) et de reconstruire l'YPF étatique, sous contrôle des travailleurs. Au Brésil, il faut que Pétrobras récupère le monopole d'état de l'exploitation et redevienne une entreprise d'état véritable, sous contrôle des travailleurs. Aujourd'hui la plus grande partie du capital de Pétrobras se trouve entre les mains d'investisseurs privés. Au Venezuela, il faut exiger de Chavez qu'il cesse d'offrir des secteurs aux entreprises étrangères, et qu'il arrête la privatisation dissimulée qu'il est en train de faire avec PDVSA, par le biais des entreprises mixtes.

Une lutte continentale est nécessaire pour défendre une des richesses les plus stratégiques du monde. Ou bien ces richesses sont exploitées au profit des peuples latino-américains, ou bien le pillage continue, au profit des entreprises et des pays impérialistes. Nous appelons particulièrement les organisations ouvrières, les centrales syndicales et les syndicats du secteur pétrolier et énergétique à être l'avant-garde de cette lutte. Le peuple bolivien a montré qu'il est possible d'avancer sur ce chemin. Suivons son exemple.

Secrétariat de la Ligue Internationale des Travailleurs  
São Paulo, le 18 mai 2006

<página 2 y 3>

**Voici maintenant quelques textes en relations avec les faits actuels de la Bolivie. D'abord, l'article écrit par Léon Trotsky en 1938, après la nationalisation du pétrole menée à bien par le gouvernement de Lázaro Cárdenas. Dans**

ce texte, il note les critères essentiels de la position que doivent adopter les révolutionnaires face à des mesures de ce type adoptées par des gouvernements bourgeois. Ensuite, nous reproduisons la proposition, émanant de plusieurs syndicats et organisations du Brésil, du Paraguay et de l'Espagne, suite à la "Rencontre Continentale pour la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, contre les privatisations et en défense de la souveraineté nationale de nos peuples" qui a eu lieu à La Paz (Bolivie) en août 2005. Nous croyons que les propositions pour développer une grande campagne continentale autour de cette exigence sont plus que jamais importantes, après ce qui vient de se passer en Bolivie. Enfin, nous reproduisons un extrait de l'article "Le revenu pétrolier", publié dans l'édition espagnole de la revue *Marxisme Vivant* n° 12, consacrée précisément au thème du gaz bolivien.

## LE MEXIQUE ET L'IMPERIALISME BRITANNIQUE<sup>1</sup>

le 5 juin 1938

La campagne internationale que les milieux impérialistes mènent contre l'expropriation des entreprises pétrolières au Mexique par le gouvernement mexicain a été marquée par tous les traits des bacchanales de la propagande impérialisme, combinant l'impudence, l'hypocrisie et la spéculation sur l'ignorance avec l'assurance arrogante de l'impunité. Le signal de cette campagne a été donné par le gouvernement britannique quand il a décidé de boycotter le pétrole mexicain. Le boycottage, on le sait, implique toujours l'auto-boycottage qui s'accompagne donc de grands sacrifices de la part de celui qui boycotte. Jusqu'à récemment, la Grande-Bretagne était le plus gros consommateur de pétrole mexicain, pas par sympathie pour le peuple mexicain, naturellement, mais en fonction des avantages qu'elle y trouvait. En Grande-Bretagne, le principal consommateur de pétrole est l'Etat, avec sa marine gigantesque et une aviation qui grandit rapidement. Un boycottage du pétrole mexicain par le gouvernement britannique signifie donc un boycottage simultané non seulement de l'industrie britannique, mais de sa défense nationale. Le gouvernement de M. Chamberlain a manifesté avec son habituelle franchise que les profits des brigands impérialistes passaient avant les intérêts même de l'État. Les classes opprimées et les peuples opprimés doivent enregistrer profondément cette conclusion fondamentale.

Aussi bien chronologiquement que politiquement, le soulèvement du général Cedillo, est sorti de la politique de Chamberlain. La doctrine Monroe interdit à l'amirauté britannique d'appliquer un blocus militaire naval de la côte du Mexique. Il leur faut agir par l'intermédiaire d'agents à l'intérieur, qui, il est vrai, n'arborent pas ouvertement le drapeau anglais, mais servent pourtant les mêmes intérêts que Chamberlain - les intérêts d'une clique de magnats du pétrole. Dans le *Livre Blanc* publié par la diplomatie britannique il y a seulement quelques jours, nous pouvons être certains qu'il n'est pas question des négociations de ses agents avec le général Cedillo. La diplomatie impérialiste mène ses affaires les plus importantes sous le couvert du secret.

Afin de discréditer l'expropriation aux yeux de l'opinion publique bourgeoise, on la présente comme une mesure « communiste ». L'ignorance historique se combine ici avec la tromperie délibérée. Le Mexique semi-colonial est en train de lutter pour son indépendance nationale, politique et économique. C'est là la signification fondamentale de la révolution mexicaine à cette étape. Les magnats du pétrole ne sont pas des capitalistes de base, ils ne sont pas de la bourgeoisie ordinaire. S'étant emparés des ressources naturelles les plus riches d'un pays étranger, campés sur leurs milliards et soutenus par les forces militaires et diplomatiques de leur métropole, ils s'efforcent d'établir dans le pays soumis un régime de féodalisme impérialiste, leur subordonnant législation, jurisprudence et administration. Dans ces conditions, l'expropriation est l'unique moyen efficace de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions élémentaires de la démocratie.

La décision que prendra le développement ultérieur du Mexique dépend de façon décisive de facteurs de caractère international. Mais c'est une question pour l'avenir. La révolution mexicaine est en train de réaliser le même travail qu'ont réalisé, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique en trois quarts du siècle dernier, en commençant par la guerre révolutionnaire pour l'Indépendance et en terminant par la guerre civile pour l'abolition de l'esclavage et l'unification nationale. Le gouvernement britannique a tout fait, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, non seulement pour maintenir les Etats-Unis dans un statut de colonie, mais, plus tard, dans les années de guerre civile, il a soutenu les négriers du Sud contre les abolitionnistes du Nord, essayant au compte de ses intérêts impérialistes de précipiter la jeune république dans l'arriération économique et la désunion nationale.

Aux Chamberlain de cette époque aussi l'expropriation des propriétaires d'esclaves semblait une mesure « bolchevique » diabolique. En réalité, la tâche historique des Nordistes consistait à déblayer le terrain pour un développement démocratique indépendant de la société bourgeoise. C'est cette tâche précisément qu'est en train de résoudre à cette étape le gouvernement du Mexique. Le général Cárdenas prend place parmi les hommes d'Etat qui ont accompli un travail comparable à celui de Washington, Jefferson, Abraham Lincoln et du général Grant. Et ce n'est bien entendu pas un hasard si, dans ce cas également, le gouvernement britannique se trouve de l'autre côté de la tranchée de l'Histoire.

La presse mondiale, en particulier la presse française, aussi absurde que cela puisse paraître, continue à introduire systématiquement mon nom dans la question de l'expropriation de l'industrie du pétrole. Si j'ai déjà une fois réfuté ce

mensonge tout de suite, ce n'est pas du tout que je craigne « les responsabilités », comme l'a insinué un agent bavard du G.P.U. Au contraire, je considérerais comme un honneur de porter même une part de responsabilité pour la mesure courageuse et progressiste prise par le gouvernement mexicain. Mais je n'ai pas pour cela la moindre base. J'ai d'abord appris dans la presse le décret d'expropriation. Mais, naturellement, ce n'est pas la question. En lançant mon nom, on poursuit un double objectif. D'abord, les organisateurs de cette campagne cherchent à donner à l'expropriation une coloration « bolchevique ». Deuxièmement, ils essaient de porter un coup à l'amour-propre national du Mexique. Les impérialistes essaient de présenter l'affaire comme si les hommes d'Etat du Mexique étaient incapables de déterminer leur propre voie. Quelle misérable et ignoble psychologie héréditaire de négriers ! C'est précisément parce que le Mexique appartient aujourd'hui encore à ces nations arriérées qui sont obligées aujourd'hui de lutter pour leur indépendance qu'il est apparu plus d'audace de pensée chez ses hommes d'Etat qu'il n'en a été donné aux reliquats d'un grand passé. Nous avons plus d'une fois été témoins dans l'histoire de phénomènes semblables !

L'hebdomadaire français *Marianne*, organe bien connu du Front populaire français, affirme même que, dans la question du pétrole, le gouvernement du général Cárdenas agit non seulement d'accord avec Trotsky mais aussi... dans l'intérêt de Hitler. Il s'agit, voyez-vous, de priver du pétrole, en cas de guerre, les « démocraties » au grand cœur et, en sens inverse, de ravitailler l'Allemagne et les nations fascistes. Ce n'est pas d'un iota plus intelligent que les procès de Moscou. L'humanité apprend, non sans étonnement, que la Grande-Bretagne est privée de pétrole mexicain à cause de la mauvaise volonté du général Cárdenas et pas du fait de l'auto-boycottage de Chamberlain. Mais, alors, les « démocraties » possèdent un moyen simple de paralyser le complot « fasciste » : qu'elles achètent du pétrole mexicain, encore du pétrole mexicain, toujours du pétrole mexicain ! Toute personne honnête et sensée ne doute absolument pas que, si le Mexique devait se trouver obligé de vendre son or liquide aux pays fascistes, la responsabilité en incomberait entièrement et complètement aux gouvernements des « démocraties » impérialistes.

Dans le dos de *Marianne* et des gens de son acabit, il y a les souffleurs de Moscou. Au premier coup d'œil cela paraît absurde puisque d'autres souffleurs de la même école se servent de livrets diamétralement opposés. Mais tout le secret consiste en ce que les amis du G.P.U. adaptent leurs idées en fonction des degrés géographiques de latitude et de longitude. Si certains d'entre eux promettent de soutenir le Mexique, d'autres peignent le général Cárdenas comme un allié de Hitler. De ce dernier point de vue, il faudrait considérer le soulèvement pétrolier de Cadillo, semble-t-il, comme une lutte dans l'intérêt de la démocratie mondiale.

Abandonnons pourtant les pitres et les intrigants à leur sort. Ce n'est pas à eux que nous pensons, mais aux ouvriers ayant une conscience de classe, dans le monde entier. Sans succomber aux illusions et sans crainte de la calomnie, les ouvriers avancés soutiendront totalement le peuple mexicain dans sa lutte contre les impérialistes. L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme, ni du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'auto-défense nationale. Marx, bien sûr, ne considérait pas Abraham Lincoln comme un communiste; mais cela ne l'empêchait pas de nourrir la plus profonde sympathie pour la lutte que Lincoln dirigeait. La Ière Internationale envoya au président de la guerre civile un message de salut et Lincoln, dans sa réponse, apprécia hautement ce soutien moral.

Le prolétariat international n'a aucune raison d'identifier son programme avec le programme du gouvernement mexicain. Les révolutionnaires n'ont nul besoin de changer de couleur, de s'adapter et de jouer les flatteurs à la manière de l'école du G.P.U. de ces courtisans qui, au moment du danger vont vendre et trahir le camp le plus faible. Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier, et avant tout la Grande-Bretagne, a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs mercenaires fascistes. La cause du Mexique, comme la cause de l'Espagne, comme la cause de la Chine, est la cause de la classe ouvrière internationale. La lutte autour du pétrole mexicain n'est qu'une des escarmouches de la ligne avancée des batailles à venir entre les oppresseurs et les opprimés.

<sup>1</sup> Le texte a été repris de <http://www.marxists.org>.

<page 2 et 3>

## **Pour une campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures en Amérique Latine**

(Nous reproduisons la partie concernant les résolutions, de la Rencontre Continentale de la Paz en août 2005)

**9. En ce sens, nous proposons que la Rencontre Continentale de La Paz approuve une campagne sur deux points : tout d'abord une campagne internationale, de soutien à la principale lutte du peuple bolivien : la nationalisation du gaz sans indemnisation contre les entreprises impérialistes et Petrobras. Le processus révolutionnaire bolivien est aujourd'hui le point le plus avancé du continent et celui qui lutte pour cette revendication avec la plus grande clarté.**

**10.** En même temps, nous proposons de lancer **une grande campagne continentale pour la nationalisation sans indemnisation des hydrocarbures dans la toute l'Amérique Latine.** Cela veut dire, se battre, par exemple, pour la réétatisation d'YPF en Argentine, ou bien la nationalisation, sans paiement, d'entreprises impérialistes comme Repsol, Chevron/Texaco, Shell, Exxon, etc., et l'expropriation de leurs installations, ou encore l'annulation des contrats de bradage et de privatisation dans le reste du continent, la récupération des secteurs sous concession ou livrés en propriété et de leurs équipes de travail, etc.

**11.** Nous proposons que cette campagne soit développée sur la base de **la plus vaste unité d'action**, en appelant les centrales et les organisations syndicales (particulièrement celles des travailleurs du secteur des hydrocarbures), les organisations paysannes, celles qui représentent les peuples indigènes du continent, les organisations d'étudiants, les organisations politiques et sociales nationalistes, anti-impérialistes, de gauche, etc. Cette proposition a pour but de **former un grand mouvement et de promouvoir une grande mobilisation continentale en défense de la richesse et de la souveraineté de nos pays contre l'impérialisme.**

Résolution présentée par :

**La Coordination Nationale de Luttes, CONLUTAS - Brésil**

**Syndicat des Pétroliers de Sergipe et d'Alagoas (Brésil)**

**Syndicat des Métallos de São José dos Campos (Brésil)**

**Centrale Nationale d'Organisation Paysanne, Indigène et Populaire (CNOICIP - Paraguay)**

**Corriente Roja (Etat Espagnol)**

<recuadro>

## **Le gaz bolivien**

Analysons maintenant le cas du gaz bolivien. Ce pays a déjà subi un double pillage: l'argent de la colline Potosí, pillé par les Espagnols, et l'étain (qui a été un "minéral stratégique", au 20<sup>ème</sup> siècle) pillé par les yankees et la "rosca del estaño" (conspiration de l'étain).

Bien qu'elles ne représentent que 0,5% de la production mondiale, les réserves de gaz naturel de la Bolivie sont les secondes du continent: environ 800.000 millions de m<sup>3</sup>, en 2003 (sans compter les nouvelles réserves encore à découvrir). Sur le marché nord-américain, le gaz naturel était coté au début de 2005 à près de 3,60 dollars par GJ (gigajoule). A ce cours, les réserves boliviennes de gaz ont une valeur supérieure à 100.000 millions de dollars, c'est-à-dire, environ dix fois le PIB annuel du pays. En juin, le cours avait atteint les 8 dollars, ce qui portait cette valeur à plus de 220.000 millions de dollars (22 fois le PIB du pays).

Entre-temps, le gaz était exporté à un prix variant entre 0,70 et 1,10 le GJ, à la source, c'est-à-dire, une moyenne de moins du quart par rapport au cours international. En outre, dans les bassins qui ont été livrés à l'exploitation de compagnies étrangères, seulement la moitié de ce chiffre resterait dans le pays, à titre de droits et d'impôts. En résumé, de ces 100.000 ou 220.000 millions de dollars, seulement entre 15 et 20.000 resteraient dans le pays... Le reste, véritable revenu gazeux, s'évapore entre les mains des entreprises étrangères et des pays importateurs, essentiellement le Brésil (Petrobras) et l'Argentine (Repsol, qui le revend au Chili). Un projet d'exportation massive de gaz vers les Etats-Unis et le bradage à des entreprises étrangères de nombreux bassins ont été, précisément, ce qui a provoqué les processus révolutionnaires de 2003 et 2005. Les travailleurs et le peuple bolivien luttent contre un nouveau pillage du pays et défendent ainsi leur futur.

(Extrait de l'article **Le Revenu Pétrolier d'Alejandro Iturbe**, publié dans l'édition en espagnol de **Marxisme Vivant**, n° 12, décembre 2005)